



CONFERENCE «Rhône-Alpes, une forêt pour construire »

Vendredi 22 mars 9H30

Ouverture JC Monin Vice président France Forêt Rhône-Alpes

Notes

1. Accueil 700 propriétaires et prêt d'une centaine d'élus des Communes Forestières et excuses Bruno de Gerfagnion.
2. Choix du thème de cette conférence qui traduit évolution des mentalités et volonté des propriétaires forestiers de voir leur ressource mieux valorisée dans la filière bois construction. Alors que Rhône-Alpes brigue la place de seconde région forestière de France, on ne peut se satisfaire que 70% du bois utilisé dans la construction en Rhône-Alpes ne soit produit par nos forêts.

Nous sommes encouragé par des positions politiques fortes comme celle du Conseil Régional qui en décembre dernier a réaffirmé sa volonté de soutenir la forêt et la filière bois. J'apporte mon soutien à cette délibération du Conseil Régional Rhône-Alpes du 14 décembre, où les enjeux sont appréciés à leur juste valeur et où la volonté est clairement exprimée de ***substituer au bois d'importation du bois local transformé par des entreprises régionales pour alimenter notamment la filière construction***. Nous consacrons cette journée à ce sujet et votre présence nombreuse montre l'intérêt que vous y portez.



Quelques mots sur le contexte dans lequel nous nous trouvons :

3. . Aujourd'hui les politiques territoriales donnent une vraie place à la forêt :

En Rhône-Alpes, les collectivités qui se sont largement impliquées dans les Chartes Forestières de Territoire trouvent une nouvelle synergie avec les PSADER (Projets Stratégiques Agricoles et de Développement Rural), ces plans pluriannuels que la Région passe avec les collectivités locales. Les propriétaires privés bénéficient de cette politique territoriale puisque 21 territoires de Rhône-Alpes ont conventionné avec le CRPF pour dynamiser la gestion de la forêt privée.

4. L'état va prochainement intégrer dans sa loi d'avenir des dispositions forestières nouvelles. France Forêt a fait des propositions pour que la forêt prenne une véritable place dans les enjeux de société et notamment dans la transition énergétique qui s'amorce aujourd'hui. La forêt ne peut pas rester en dehors de l'économie verte. Economie qui a été moins touchée par la crise que ce soit en France comme dans la plus part des pays européens.
5. Ces politiques sont très attendues car nous connaissons des difficultés fortes. La mobilisation du bois n'a pas pris l'élan attendu lors de l'adoption du plan de mobilisation présenté ici même. Un prix du bois qui



ne permet plus de financer l'exploitation dès que les difficultés de la montagne apparaissent, ~~des possibilités~~ d'investissement encore trop faibles, mais nous ne baisserons pas les bras.

6. Chaque fois que cela est possible nous devons tenter de contractualiser l'approvisionnement des scieries avec notre ressource ? Cette contractualisation qui garantie des revenus pour nous propriétaires publics ou privés a également pour effet de ***pérenniser les entreprises de travaux forestiers (ETF), les scieries de proximité*** dont nous avons besoin, qui constituent des emplois dans le milieu rural.

Cet objectif sur lequel nous travaillons prioritairement avec l'Office National des Forêts s'intègre aussi bien à la politique régionale que nationale

7. Chaque fois que cela est possible nous devons tenter de jouer la carte de la proximité et du développement durable :

Dans les Alpes nous avons choisi de développer une reconnaissance de nos bois avec la certification Bois des Alpes. Garantir la provenance, mais aussi la qualité du bois de montagne est une nécessité si nous voulons que le bois de notre forêt trouve sa place dans les utilisations de demain. Les adhérents de la FNB de plus en plus nombreux à intégrer cette démarche et le témoignage des professionnels de la construction qui vous seront présentés ce matin montrent



que nous sommes sur la bonne voie. Il nous reste à mieux **mobiliser les réseaux consulaires « artisanat métiers » et le secteur BTP** sans lequel nous ne pouvons agir. Nous comptons aussi sur **FIBRA l'interprofession régionale** que nous souhaitons forte pour **soutenir ces nouveaux objectifs**. Au titre de Bois des Alpes j'aurai prochainement le plaisir de rencontrer les acteurs de la marque Bois Qualité Savoie pour organiser un partenariat comme cela s'est fait avec le Bois de Chartreuse. Et enfin pour clore ce sujet il me reste à souhaiter que l'ouest de la région s'organise pour soutenir **la promotion du bois régional, plus particulièrement dans la construction**, en partenariat peut être avec le massif central qui s'engage dans cette voie.

Quelques mots sur l'Europe avant de terminer : Pour poursuivre la gestion durable d'un patrimoine naturel irremplaçable dont toute la société bénéficie, nous sommes dans l'obligation d'être mieux considérés dans la future politique européenne.

C'est en 2013 dans un nouveau contexte de décentralisation que se joue la construction des programmes européens 2014/2020. Notre nombre ici témoigne de la volonté des propriétaires forestiers privés ou publics de tenir leur place dans :

- La préservation de l'environnement
- Le développement économique
- Le développement des énergies renouvelables.



Le FEADER et le FEDER pourrait soutenir de manière beaucoup plus significative les besoins d'investissement sans porter atteinte à d'autres politiques. La Région jouera un rôle déterminant dans la réponse à ce besoin puisqu'elle sera l'autorité de gestion de ces fonds européens.

Les acteurs de France forêt Rhône-Alpes ont démontré ces dernières années leur réactivité. En partenariat avec les territoires des efforts de desserte ont abouti, les organisations foncières progressent pour permettre de nouveaux secteurs de mobilisation du bois tout cela en respectant les accords pris avec France Nature Environnement. Nous ne pourrions aller plus loin si l'accès aux fonds européens ne nous est pas facilité mais je sais que nous pouvons compter sur la Région pour nous le permettre et nous l'en remercions vivement par avance. Je salue à ce titre Michel Grégoire Vice-président délégué à l'agriculture et au développement rural du Conseil Régional, dont je connais l'attachement aux politiques territoriales aussi bien en tant que maire qu'au titre de ses responsabilités régionales.

C'est avec plaisir que nous lui donnerons la parole pour conclure cette matinée.